

Vasile RĂMNEANȚU
(Universitatea de Vest
din Timișoara) | **Aspects de l'activité de la Mairie
de Timișoara pendant l'année 1942**

Abstract: (Aspects from the activity of Timișoara's Municipality in 1942) World War, the Municipality of Timișoara faced a series of complex problems, such as supplying the population with products of strict necessity, providing financial and material support to the refugees and to the educational and cultural institutions from the territories lost by Romania in 1940, solving the difficult issues faced by its subordinated enterprises etc. In the extraordinary conditions given, the decision makers of the Municipality imposed a series of measures to rationalize consumption, managing to keep prices under control. As a result the population of Timișoara did not suffer from the lack of the necessities of life. Significant amounts of money were assigned from Municipality's budget to support poor people, refugees from the ceded territories, as well as social institutions belonging to the Municipality. At the same time, the cultural establishments (including the Romanian Opera and the National Theater from Cluj, which during the war found shelter in Timișoara), schools (including vocational ones) and higher educational institutions, religious denominations and sport associations were supported financially. One of the most remarkable achievements, to which the Municipality of Timișoara had a major contribution, was the construction of the seismological station in the capital of Banat, the second most important in Romania from a scientific point of view. Despite the financial difficulties, the urban works concerning the maintenance of the buildings, the extension of the green space and the water network continued. As it regards the enterprises that were part of the Economic Establishments of the Municipality of Timișoara, the Communal Cinemas, the Slaughterhouse, the Ice Factory, the Bath and the Communal Beaches registered important profits. A difficult situation was faced by the Stone Quarries, the Sand Quarry, the Funeral Homes and the Lawn Office, while the Brick Factory managed to sit upright, all in all, at the end of the year. Among the causes of the impasse were: the lack of manpower due to mobilizations, the spiral of market prices, the failure to make a serious analysis of the phenomenon, the failure to adapt sale prices to those of the cost, technological deficiencies, the lack of railcars for the transport of goods, the non-existence of rationalization within the technological process. Thus, through the efforts made by the management, as well as by its employees, the normal activity of the institution was ensured and the development of the city continued in an extremely complicated time of war.

Keywords: *Timișoara, city hall, urbanism, socio-cultural, entreprise.*

Résumé : En 1942, en raison de la Seconde Guerre mondiale, la mairie de Timișoara a été face à une série de problèmes complexes, tels que l'approvisionnement de la population de la commune en produits de stricte nécessité, le soutien financier et matériel des réfugiés et des institutions éducatives et culturelles des territoires perdus par la Roumanie en 1940, la solution des problèmes difficiles rencontrés par les entreprises subordonnées à la Municipalité, etc. Dans les conditions extraordinaires données, les facteurs de gestion de la mairie ont imposé une série de mesures pour rationaliser la consommation, réussissant à maintenir les prix sous contrôle, la population de Timișoara ne souffrant pas du manque de nourriture strictement nécessaire. Des sommes importantes ont été allouées sur le budget de la mairie pour soutenir les pauvres, les réfugiés des territoires cédés, ainsi que les institutions sociales appartenant à la municipalité. Parallèlement, les établissements culturels (dont l'Opéra roumain et le Théâtre national de Cluj, qui ont trouvé refuge à Timișoara pendant la guerre), les écoles (y compris professionnelles) et les établissements d'enseignement supérieur, les cultes religieux, les associations ont été soutenus financièrement. L'une des réalisations les plus remarquables, à laquelle la mairie de Timișoara a largement

contribué, a été la construction de la station sismologique dans la capitale du Banat, la deuxième plus importante de Roumanie. Malgré les difficultés financières, les travaux de construction, l'entretien des bâtiments, l'extension de l'espace vert et du réseau d'eau se poursuivent. En ce qui concerne les entreprises qui faisaient partie des établissements économiques de la municipalité de Timișoara, les cinémas municipaux, l'abattoir, l'usine de glace, le bain et les plages communales ont enregistré des bénéfices importants. La carrière de pierre, la carrière de sable, la maison funéraire, le prêteur sur gages et la briqueterie ont réussi à se redresser à la fin de l'année, dans l'ensemble. Parmi les causes de l'impasse figuraient le manque de main-d'œuvre dû aux mobilisations, la spirale des prix du marché et l'absence d'analyse sérieuse de ce phénomène à temps, la non-adaptation des prix de vente au coût, les carences technologiques, le manque de C.F.R. pour le transport de marchandises, le manque de rationalisation du processus technologique. Ainsi, grâce aux efforts déployés par la direction, ainsi que par ses employés, l'activité normale de l'établissement a été assurée et le développement de la ville s'est poursuivi dans une période extrêmement compliquée, de guerre.

Mots-clés: *Timișoara, Mairie, éditairiale, socio-culturel, entreprises.*

Pendant la deuxième année dans laquelle la Roumanie était effectivement en guerre, malgré le fait que Timișoara ne s'est pas confrontée avec des manques majeurs de produits de consommation, la population étant approvisionnée régulièrement avec les produits de stricte nécessité, les exigences de la guerre ont obligé les dirigeants de la Mairie d'adopter des mesures de rationalisation de la consommation.

Ainsi, à partir de janvier 1942 ont été introduit des cartes pour le pain, le sucre, l'huile, la farine, les prix étant contrôlés par les mesures strictes qui ont été adoptées par la Municipalité, en général la population étant approvisionnée avec les produits de base, en quantités plus réduites quand même. En 1942 la ration de pain a été fixée à 300 grammes/personne/jour, et pour les ouvriers des fabriques à 600 grammes/personne/jour, le pain étant distribué 5 jours par semaine, dans les deux autres jours les habitants étant approvisionnés avec de la farine de maïs et de la polenta (Munteanu, Munteanu 2002, 110-111).

Cernant le budget général de revenus et dépenses pour l'exercice financier 1942-1943 (daté 26 février 1942), le total général de revenus et dépenses était 221.318.201 lei, les subventions étant accordées pour le paiement de l'illumination et du chauffage de l'Aéroport provisoire, pour la Fondation „Roi Carol I et Reine Elisabeta” pour les réfugiés, pour entretenir les écoles primaires minoritaires (étant donné le contexte interne et international les écoles allemandes recevaient des subventions), pour l'Archevêché romain-catholique pour les écoles hongroises, pour l'École de musique, l'École supérieure des Beaux-Arts, les écoles de spécialité (Lycée Commercial, Lycée industriel, Lycée de construction, Lycée industriel pour les filles, École de Ménage, pour les cours professionnels d'apprentis et les foyers d'apprentis), tout comme pour les institutions de culture, telles que la Bibliothèque municipale, le Musée, le Théâtre communal, le Palais Culturel, le Théâtre National et l'Opéra Roumaine de Cluj (réfugiés à Timișoara suite au Diktat de Vienne).

Dans le budget était aussi prévu un soutien financier pour les cultes religieux, qui recevaient des aides en vue de la réparation des églises, pour le déroulement des activités religieuses, aides dont le chœur de l'Archevêché orthodoxe-roumaine bénéficiait lui-aussi.

La Mairie a alloué des sommes pour entretenir les monuments historiques de la ville (SJANT, fond P.M.T. d.30/1942, f.7-11).

Des allocations importantes étaient destinées à la protection sociale, étant soutenus les habitants pauvres (suites aux enquêtes sociales réalisées), pour entretenir et soigner les enfants abandonnés, mais aussi pour encourager les mariages et la natalité (l'attention des autorités locales visait les familles en difficulté et on accordait des aides pour l'éducation aux familles qui avaient plusieurs enfants).

Dans le nouveau budget il y avait un fond pour payer les taxes de soin et les médicaments accordés aux malades pauvres internés dans les hôpitaux publics, les taxes d'assurance des ouvriers, conformément à la Loi d'assurance sociale, les subventions de la Société de patronage pour les mineurs moralement abandonnés, ainsi qu'un fond pour envoyer au domicile les personnes triées expulsées, les vagabonds.

On a alloué de l'argent pour les institutions sociales, l'Orphelinat Reine Maria, l'Asile des personnes âgées pauvres (pour assurer la nourriture des pauvres et du personnel, pour les vêtements, l'inventaire, les dépenses d'administration et de réparations), la Colonie de récréation (pour les élèves) de Poiana Mărului, pour les foyers de jour (pour leur entretien et la nourriture des enfants abrités), pour la Boulangerie communale (qui fournissait du pain les institutions sociales de la ville), pour l'entretien des dispensaires, pour l'Asile de nuit.

Des subventions étaient accordées à différentes sociétés, réunions et institutions, au Ministère de l'Intérieur pour l'entretien de la Compagnie de pompiers militaires, ainsi qu'aux instances judiciaires qui déroulaient leur activité à Timișoara (pour le loyer, l'illumination, les meubles, le chauffage, l'entretien des locaux).

Concernant le chapitre „Dépenses extraordinaires”, on a prévu des fonds pour continuer les travaux à la construction et l'aménagement de l'Ecole primaire d'expérience, pour construire et aménager les bâtiments de la Mairie qui ont été mis à la disposition de l'Institut Antirabique, en vue de la réalisation des travaux édilitaires tels que nivellements, travaux de terre, aménagement des futures rues, places et routes, pour la construction des pavés sur les rues et les routes de la ville, des trottoirs asphaltés, ainsi que pour la construction et la reconstruction des ponts (SJANT, d.30/1942, f.12-13). On doit préciser le fait qu'en ce qui concerne l'assistance sociale individuelle, elle était réalisée dans le cadre du Service de Protection Sociale de la ville, chaque cas étant analysé par les assistants sociaux et de protection, sous les ordres et le contrôle du maire et du vice-maire, voir (SJANT, d.46/1942, f.2).

On prévoyait de l'argent pour la construction des serres de palmiers de l'Horticulture communale, pour la procuration des matériaux de construction et la construction des tranchées et des abris pour la population, pour les parkings et les reboisements nouveaux, pour construire des socles et ériger les monuments évacués à

Timișoara des territoires cédés, pour bâtir les églises roumaines de Timișoara, notamment la Cathédrale et l'Église Grecque-Catholique.

On envisageait aussi la construction des étables à la ferme de la ville, l'achèvement des travaux au stand de tir, les investissements à l'immeuble sportif de la Mairie sur le quai de Bega (construction d'une nouvelle piscine et consolidation du quai).

En ce qui concerne „Les Dépenses à destination spéciale”, celles-ci étaient allouées pour entretenir les rues, les places et les routes communales, ainsi que pour refaire le cadastre et les livres fonciers, pour la nourriture et l'entretien des élèves et des étudiants réfugiés et places dans les foyers de la ville.

En même temps, on allouait de l'argent du fond „Vâlcovici” pour offrir des livres et des vêtements aux élèves en difficulté des écoles primaires et secondaires, conformément à la volonté du donneur.

Dans le budget on prévoyait aussi un fond pour le développement du Musée de Banat, notamment en vue des recherches sur le terrain ainsi que pour l'acquisition de nouveaux objets de musée de valeur (SJANT, d.30/1942, f.14-16; Medeleț, Râmneanțu 2003, 190-195).

Nous devons souligner que le budget a souffert des modifications pendant l'année, comme celle de 24 août 1942 (SJANT, d.30/1942, f.99).

Concernant les travaux édilitaires, dans une adresse au Ministère de l'Intérieur, datant du 1^{er} décembre 1942, on précisait que dans le budget de la Mairie on avait prévu une revenue de 5.800.000 lei qui provenait du rachat en argent des jours de prestation.

Sur la base de cette revenue, on a dressé le programme de travail pour une valeur de 5.562.500 lei, et à la différence de cette prévision de revenue on a encaissé dans le compte du budget de l'année 1942-1943 la somme de 5.614.600 lei et dans le compte de l'arriéré de l'année précédente 469.000 lei, résultant un total de 6.083.602 lei.

Compte tenu de ces encaissements, les travaux exécutés jusqu'à ce moment-là dans le compte du fond des prestations étaient les suivants: l'entretien du pavage de pierre pavée, semi-pavée et pierre brute sur 12 rues et sur une surface totale de 8.269 mètres carrés; l'entretien des routes asphaltées sur 9 rues avec une surface totale de 7.389 mètres carrés; la restauration de la route asphaltée de Calea Aradului; la reconstruction du carrossable de Calea Sagului, en couvrant la base de macadam avec de la pierre pavée (sur une surface de 4.200 mètres carrés), la différence existante de 2.269.126 lei étant couverte pour le moment du fond propre car jusqu'à la fin de l'année budgétaire on prévoyait cet encaissement aussi. Le ministre de l'Intérieur était informé que pendant les jours de dégel on allait travailler à l'entretien des routes asphaltées et dans les jours de gel on allait transporter le gravier sur le chantier (SJANT, d.31/1942, f.87-88).

Pendant l'année 1942 on a continué l'extension du réseau des conduits d'eau potable et d'eau industrielle, ainsi que le réseau de conduits de canalisation, les travaux étant réalisés par les Usines d'eau et de canalisation de la ville (Ilieșiu 2003, 342-343).

En même temps, malgré la guerre mondiale, en 1942 Timișoara a réalisé une autre première nationale, notamment l'introduction du trolleybus comme moyen de transport en commun, avec des matériaux et des pièces importées de l'entreprise Brown-Bowery.

On a mis en place deux lignes, une ligne double de 3.940 mètres, entre la Place Bălcescu-la Gare Iosefin-la rue Văcărescu et retour et une ligne simple de 2.270 mètres, entre le Dépôt de Trams-la Place Unirii-le Pont Mitropolit Saguna, initialement on utilisait des trolleybus Fiat qui avaient été importés de l'Italie (Munteanu, Munteanu 2002, 249).

La Mairie de la municipalité de Timișoara a soutenu pendant l'année 1942 aussi l'activité de la Bibliothèque communale (abritée à cette date-là dans le bâtiment du Musée d'Archéologie, 7 rue Lonovici), qui avait 67.000 volumes (Ilieșiu 2003, 220), dans l'année que nous analysons en étant acquis d'autres (SJANT, d.43/1942, f.22, 30)¹.

On a accordé une subvention de 20.000 lei du budget de la municipalité à l'Archevêché Orthodoxe Roumaine de Timișoara (SJANT, d.31/1942, f.68), ainsi bénéficiaient du soutien financier l'Office paroissial orthodoxe roumain de Timișoara II Viile-Fabric, pour couvrir les dépenses d'entretien et de réparation de la chapelle (SJANT, d.43/1942, f.40), l'Office paroissial orthodoxe roumain de Timișoara Ronaț (SJANT, d.43/1942, f.178), l'Office paroissial grec-catholique de la Circonscription III pour couvrir les dépenses liées à la construction de l'église (SJANT, d.43/1942, f.196), l'Office paroissial orthodoxe roumain de Cetate, celui-ci étant aidé à payer les travaux d'aqueduc et de canalisation autour de la Cathédrale (SJANT, d.31/1942, f.21) etc.

A son tour, l'enseignement primaire et secondaire de Timișoara a bénéficié du soutien financier de la Mairie, dans ce sens on mentionne l'Ecole primaire numéro 1, l'Ecole d'expérience, où les travaux ont été exécutés en régie propre par le Service Technique (SJANT, d.31/1942, f. 72-73); le même service municipal étant impliqué dans l'organisation d'une cantine à l'Ecole primaire de la Colonie Kunz (SJANT, d.31/1942, f.77) etc.

On a aussi accordé d'exemptions du paiement de la taxe scolaire pour quelques élèves sérieux du Conservatoire communale de musique, élèves dont les parents avaient une situation matérielle précaire (SJANT, d.43/1942, f.97).

La Mairie de la municipalité de Timișoara a pris soin des élèves réfugiés, 34 élèves inscrits aux lycées de la ville, ils étaient réfugiés de la Transylvanie de Nord et ils étaient dépourvus de tout ce qui était nécessaire à la vie, ils avaient été admis à prendre les repas au Foyer communal d'apprentis numéro 3. On précisait qu'à partir du 1^{er} novembre 1941 étaient arrivés à Timișoara encore 6 élèves dans la même situation et ils avaient trouvé de l'abri dans le même foyer, ainsi que le total des élèves et des étudiants entretenus par la Mairie dans le Foyer 3 était 40. En même temps, on a

¹ Parmi les œuvres achetées on compte Mihail Sadoveanu, *Œuvres*, Ioan Lupaș, *Les Réalités historiques dans le Royaume de Transylvanie*, *La Vie pastorale dans les Montagnes Rodnei*, *Le Pays de Maramureș à travers la littérature et la science* etc.

approuvé l'augmentation de la ration alimentaires des élèves réfugiées et placées dans l'Orphelinat communal Reine Maria, 7 élèves y étant placées en 1942 (SJANT, d.43/1942, f.19, 280).

En ce qui concerne l'enseignement universitaire, dans le budget de la Mairie de Timișoara on avait prévu la somme de 400.000 lei comme subvention pour l'Institut botanique de la Faculté de sciences de Cluj à Timișoara, à la demande de la direction de celui-ci étant ordonnée la première tranche destinée aux travaux de printemps en cours d'exécution au Jardin Botanique et au Jardin des Roses (SJANT, d.43/1942, f.50).

La direction de la Mairie de Timișoara a aussi pris en charge les apprentis – garçons et filles – des écoles professionnelles, qui étaient abrités dans les Foyers d'Apprentis, dans ce but étant approuvé l'augmentation de la ration alimentaire pour ceux qui habitaient dans les Foyers d'apprentis numéro 2 et 3 (SJANT, d.43/1942, f.25), tandis que neuf apprentis du Foyer numéro 3 ont été exemptés de payer la taxe d'entretien (300 lei par mois), quelques-uns de ces bénéficiaires étant réfugiés de la Transylvanie de Nord, leurs parents étaient restés dans la zone d'occupation. La Mairie a alloué la somme de 90.000 lei comme subvention pour les cours professionnels d'apprentis et apprenties (des écoles d'apprentis) de Timișoara pour couvrir les nécessités de chauffage, illumination et ménage pendant l'année financière 1942/1943 (SJANT, d.43/1942, f.123, 216).

Une série d'institutions culturelles et d'hommes de culture ont bénéficié des subventions de la Mairie, parmi lesquels nous citons „La Société chorale Espérance” de Timișoara, pour les dépenses réalisées dans son activité culturelle (SJANT, d.43/1942, f.11), l'Opéra Roumain et le Théâtre National de Cluj (SJANT, d.43/1942, f.24, 42).

En même temps, on a accordé des aides pour l'organisation d'une représentation théâtrale à Timișoara (SJANT, d.43/1942, f.214) ou pour la réalisation d'une soirée littéraire avec la participation de quelques écrivains connus, dans le but de charité (SJANT, d.43/1942, f.86).

A son tour, Augustin Cosma a été soutenu financièrement pour couvrir les dépenses d'édition de la revue “Le Pays de nos rêves” (SJANT, d.43/1942, f.12), Petru Bortș pour l'œuvre “La vie musicale dans la Transylvanie d'après l'Union” (SJANT, d.43/1942, f.21), et la “Réunion de chants et musique” de Caransebeș pour les dépenses liées à l'organisation d'un concert à Timișoara (SJANT, d.43/1942, f.276).

L'Institut Social Banat Crișana a bénéficié aussi d'un soutien important, une subvention de 15.000 lei allouée dans le budget de la Mairie pour l'année financière 1942-1943, cette subvention étant nécessaire pour les dépenses liées à l'édition de la revue de l'Institut et à l'activité culturelle déroulée dans la dernière période par les membres I.S.B.C.

En même temps, la Municipalité a mis à la disposition de l'Institut trois chambres dans le bâtiment du Palais Culturel pour y installer le siège et les bureaux administratifs (SJANT, d.43/1942, f.151).

Après le refuge de la Faculté de Sciences de Cluj à Timișoara, suite aux efforts de Ioan Curea, la Mairie a été d'accord à payer la réalisation des séismographes modernes dans l'atelier I.E.M., d'après les plans et les guides du réputé scientifique, qui auparavant avait fondé et dirigé la Station Séismique de l'Université de Cluj.

La construction des séismographes, composés de deux appareils jumeaux, a duré plus d'une année, les appareils étant destinés à enregistrer des séismes qui se produisaient partout sur le globe et ils ont coûté environ 200.000 lei.

Le 15 novembre 1942 a été fondé un institut destiné aux recherches séismiques, notamment „La Station séismique Timișoara”, la Mairie s'étant engagée à assurer l'entretien de la station, dirigée gratuitement par son fondateur.

En même temps, jusqu'à la fondation d'un endroit spécial, la station a été installée, provisoirement, dans l'édifice de l'Ecole d'expérience.

La nouvelle station séismique était la septième du pays, et comme valeur scientifique la deuxième après la station centrale de l'Observatoire de București, la Mairie de Timișoara ayant la possibilité de réaliser quasi en exclusivité, avec ses moyens propres, cette institution si nécessaire pour le Banat (Ilieșiu 2003, 242).

Du soutien de la Mairie de Timișoara a bénéficié le sport aussi, respectivement la Ligue Banat dans le cadre de la Fédération Roumaine d'Athlétisme, à laquelle on a accordé une subvention nécessaire à l'organisation le 26 juillet 1942 d'un grand concours régional d'athlétisme (SJANT, d.43/1942, f.285), ainsi que la Fédération Roumaine des Sports d'eau, Région Timișoara, qui a organisé le 13 septembre 1942 un concours sportif-nautique (SJANT, d.43/1942, f.170).

Ont aussi bénéficié des subventions de la Mairie pendant l'année que nous analysons la Société de Protection des animaux de Timișoara (SJANT, d.43/1942, f.169), l'Etablissement National „Reine Maria” pour le Culte des Héros de București, la Fondation „Roi Carol I^{er}” et „Reine Elisabeta” pour les réfugiés (SJANT, d.31/1942, f.22-23), la Société „Croix Rouge” de Timișoara, pour couvrir les dépenses d'organisation d'un concert charitable (SJANT, d.43/1942, f.15), l'Association volontaire „Le Salut” de Timișoara (SJANT, d.43/1942, f.150).

En ce qui concerne les Etablissements Economiques de la ville de Timișoara (S.E.T.), dans la séance du Comité d'administration de 18 mars 1942 a été présenté l'ordre de la Direction d'Exploitations Communales, conformément à l'avis du Conseil Supérieur des Exploitations Communales concernant l'approbation du projet de budget, et après les modifications effectuées, celui-ci était de 101.936.431 lei, pour les revenus et les dépenses (SJANT, fond S.E.T. d.1/1941-1942, f.340-341).

Conformément à un document de la direction de la Régie qui analysait la situation des entreprises S.E.T. de la période entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 1942, des bénéfiques ont été enregistrées par la Fabrique de glace, le Mont-de-Piété, les Pompes funèbres, les Cinémas communaux, tandis que des pertes ont eu les Exploitations Bain et Plage, la Fabrique de briques, les Carrières de pierre et la Carrière de sable (SJANT, d.7/1942-1943, f.97).

Dans le cadre d'une séance du Conseil d'Administration S.E.T. on a décidé que chaque semaine le Comité de Direction doit être tenu au courant avec les mesures qui étaient prises pour augmenter la production et la vente des produits de la Carrière de sable et la Fabrique de glace (SJANT, d.7/1942-1943, f.1-2).

Pendant les mois d'hiver, les Exploitations à caractère productif ont eu des résultats faibles car dans la saison respective leur activité était Presque inexistante, tandis que les Exploitations commerciales ont réalisé, en général, des revenus importants, en mars-avril ayant des excédents budgétaires (SJANT, d.7/1942-1943, f.54-55).

Le rapport pour le mois d'avril est très important concernant les mesures prises pour le reste de l'année en vue d'un bon fonctionnement de S.E.T.

Tout en précisant au début du rapport que dans le mois respectif les Pompes funèbres et la Fabrique de briques ont enregistré des déficits, et le Mont-de-Piété, les Cinémas communaux, la Carrière de sable, l'Abattoir, la Carrière de pierre – des excédents, on montrait que pour les Pompes funèbres la situation d'avril était due au fait qu'on avait procuré les matériaux nécessaires pour toute l'année, autrement l'exploitation aurait eu de l'excédent.

Pour la Fabrique de briques était nécessaire un plan de travail précis pour toute l'année en fonction de l'analyse des prix, tandis qu'à la Carrière de pierre le prix de coût des matériaux a baissé sous celui de vente.

Le temps n'étant pas favorable (pluvieux), on a travaillé en grande partie à l'entretien de la ligne étroite en remplaçant les traverses, on a effectué des travaux pour établir les fronts de travail et on a transporté une plus grande quantité de gravier sur la ligne C.F.R. et dans le dépôt de Chizătău.

On soulignait que suite à l'introduction des rapports techno-économiques on pouvait connaître, avec une marge de 80%, le coût quotidien de la production pour chaque produit fabriqué, tout en proposant la diminution de la régie dans la limite possible.

En même temps, la réduction du personnel pouvait être réalisée seulement après la démobilisation de la personne mobilisée en ce moment-là, et l'augmentation du prix de vente du matériel exploité devait être réalisée en proportion avec l'augmentation des salaires et des autres dépenses.

A la Fabrique de brique on a pris les mesures suivantes: la diminution de la régie dans la limite possible, la réalisation d'un rendement maximal, l'introduction des rapports quotidiens pour les travaux pour connaître plus précisément le coût pour chaque opération exécutée, le calcul précis du prix de la brique etc. (SJANT, d.7/1942-1943, f.32-35).

Concernant le Bain et les Plages, dans le mois de mai 1942 on a exécuté, en vue de l'ouverture de la saison estivale, des travaux de réparation et d'entretien, et le 31 mai ont été ouvertes officiellement les plages communales (SJANT, d.7/1942-1943, f.43-44), celles-ci ayant des bénéfices toute l'année (SJANT, d.7/1942-1943, f.270).

Dans le cadre de la séance du Conseil d'Administration de 23 octobre 1942, le maire de la ville de Timișoara, Eugen Pop, soulignait que, étant donné que le Bain et les Plages ne pouvaient être prises en charge par les Entreprises de la Ville de Timișoara pour l'alimentation avec l'eau, la canalisation, l'entretien des cheminées et la salubrité (I.T.A.S.), on allait procéder à leur modernisation et on allait construire une piscine à l'eau filtrée, tout en ayant en vue la construction d'un bain populaire aussi.

Pour exécuter ces travaux, la Direction S.E.T. allait établir un plan avec devis, en précisant le capital nécessaire et les modalités d'amortissement, et pour réaliser les objectifs planifiés (pour ceux de la Carrière de pierre et de la Fabrique de brique aussi) on proposait l'utilisation du fond de développement de la Régie, en augmentant par ces mesures la capacité des exploitations et donc de la Régie.

Le Conseil d'Administration S.E.T. a approuvé les propositions du maire de la ville concernant le Bain et les Plages communales, et la Carrière de pierre et la Fabrique de brique aussi (SJANT, d.7/1942-1943, f.137-138).

A son tour, la Fabrique de glace a eu du bénéfice pendant l'année 1942 (SJANT, d.7/1942-1943, f.270), dans le mois de mai elle avait 920 abonnés (SJANT, d.7/1942-1943, f.47).

Aux Carrières de pierre, on ressentait aussi le manque de force de travail (SJANT, d.7/1942-1943, f.50), pour redresser la situation on avait proposé l'augmentation du prix de vente du matériel fabriqué pour les particuliers et pour la Mairie de Timișoara aussi, tout en précisant que les pertes enregistrées indiquaient le fait qu'ailleurs dans le processus technologique la rationalisation et la division du travail étaient négligés (SJANT, d.7/1942-1943, f.51).

L'entreprise était en déficit dans le mois de septembre, mais le directeur S.E.T. mentionnait que ce déficit était seulement apparent car le plan de production a été réalisé, ce qui prouve que la fabrique est arrivée « à la perfection maximale de fonctionnement », et que les livraisons n'avaient pas été effectuées à cause du manque des wagons C.F.R.

Dans ces conditions on avait fait des stockages au dépôt de la localité Chizău pour les Routes Nationales.

Dans son intervention, le maire Eugen Pop soulignait qu'une fois la situation des Carrières de pierre redressée, les préoccupations de la Direction devaient être orientées vers l'amélioration qualitative des produits fabriqués, en exprimant en même temps son opinion de ne plus produire des pavés car les experts techniques ont constaté qu'ils n'étaient pas durables, ils se détruisaient après deux années maximum, et si les solliciteurs allaient connaître ce défaut des pavés de Sanovița, la carrière allait endommager sa réputation.

Par conséquence, il proposait d'obtenir de cette pierre du gravier de première qualité, cherché par la Mairie de Timișoara et par les Routes Nationales aussi et d'étudier la modalité de développer la carrière de Jdioara dont la pierre était bonne pour les pavés.

En ce sens, on devait dresser le projet pour édifier la ligne industrielle de Jdioara, tout en précisant la rentabilité et le moyen d'amortissement de ce travail.

D'autre part, les autorités envisageaient de solliciter des prisonniers de guerre qui travaillent dans la carrière de Sanovița pour découvrir de nouvelles couches et créer des stocks de produits, et dans ce but la Direction devait présenter le plan de travaux techniques et le plan financier pour montrer la rentabilité du travail exécuté par les prisonniers respectifs (SJANT, d.7/1942-1943, f.136-137).

A la fin de l'année 1942, tout en analysant l'activité de l'entreprise, le directeur précisait encore une fois que l'exploitation, en réalité, n'était pas déficitaire car il avait fait des investissements de plus de 1.500.000 lei liés à la réparation de la ligne industrielle, et que la balance de la Carrière était déséquilibrée seulement à cause de la contribution aux dépenses communes de la Régie, contribution qui n'avait pas été prise en compte dans l'analyse des prix, tout comme à cause du fisc qui avait fait des impôts commerciaux ultérieurs.

En même temps, l'entreprise a dû exécuter des engagements anciens pour les Routes Nationales, cas dans lequel on n'avait pas pu augmenter les prix des produits proportionnellement avec l'augmentation vertigineuse du coût des matières premières et des dépenses de régie.

D'autre part, à cause du manque de wagons de chemins de fer, la Carrière n'a pas pu livrer tous les stocks de produits, ce qui a eu aussi un impact sur le bilan final (SJANT, d.7/1942-1943, f.273).

La carrière de sable était sur le rouge vis-à-vis des prévisions budgétaires pendant les premiers deux mois de l'année 1942 car la vente du sable envers les particuliers avait été interrompue, en attendant que le gouvernement fixe le prix maximal, décision qui était arrivée en retard (SJANT, d.7/1942-1943, f.54-55).

On préconisait le commencement de l'activité au milieu du mois de mars si le temps le permettait.

D'autre part, à partir du 1^{er} avril 1942 la Régie S.E.T. a loué l'exploitation du sable du canal de Bega, pour que les particuliers bénéficient aussi du sable exploité ici, et pour cela on avait embauché un plus grand nombre de travailleurs et on avait établi en même temps les salaires et les prix de vente du sable, prix plus grands que l'année précédente (SJANT, d.1/1941-1942, f.346).

A la fin de l'année, la Carrière de sable avait du déficit, le directeur de l'exploitation montrant que la situation était causée par le fait les travailleurs avaient été mobilisés et par conséquent on n'avait pas pu réaliser une rentabilité maximale.

En même temps, pour réaliser l'analyse des prix on a eu en vue seulement les dépenses prévues dans le budget, ne tenant pas compte de la contribution vers l'administration centrale de la Régie, tout en soulignant qu'en réalité le déficit était plus petit parce que le stock du sable avait été couvert.

Les membres du Conseil d'Administration de la Régie n'ont pas été d'accord avec ces justifications, précisant qu'à coté la prévision et l'information des calculs de

rentabilité, chaque exploitation devait réaliser le minimum de bénéfice de 10% du capital investi.

Pour redresser la situation, le maire de Timișoara proposait (et le Conseil approuvait) que dans l'avenir on réalisait le bulletin informatif trimestriel, et que les exploitations qui ne réalisaient pas ce bénéfice minimal de 10% ne recevaient plus d'indemnités d'activité et de travail exceptionnelles, et que le déficit devait être imposé aux organismes négligents, sur la base de la Loi du Patrimoine public (cette mesure étant valable pour toutes les entreprises S.E.T. en déficit).

Le Conseil invitait la Direction d'adopter toutes les mesures de redressement de l'exploitation par l'augmentation de la production et par l'évidence quotidienne des calculs de rentabilité (la cause primordiale des déficits), en tenant compte du changement des facteurs de production et des éléments qui déterminaient la fluctuation des prix (SJANT, d.7/1942-1943, f.273-275).

Concernant la Fabrique de briques, les facteurs de décision ont décidé de renoncer en 1942 à la fabrication des briques à main qui n'étaient pas rentables en continuant la production des briques de pressage (SJANT, d.7/1942-1943, f.5).

Mais rapidement on est revenu sur cette décision parce que, avec le moteur électrique de la fabrique, on ne pouvait pas produire la quantité de briques pressées prévues pour le plan de travaux de l'année 1942 (SJANT, d.7/1942-1943, f.40-41).

Pendant les mois janvier-février, la Fabrique de briques n'a rien produit, le stock du début de l'année étant au minimum, la seule activité qui s'est déroulée a été le remuage de la terre nécessaire pour la production des briques (SJANT, d.7/1942-1943, f.54).

Le mois de mai n'a pas été meilleure, on n'a pas réalisé les prévisions budgétaires (SJANT, d.7/1942-1943, f.57) par le manque de la production et la situation s'est redressée seulement en septembre (SJANT, d.7/1942-1943, f.136).

La Fabrique de briques s'est confrontée avec un problème complexe en automne 1942, dans la séance de 23 octobre du Conseil d'Administration, le maire Eugen Pop a invité la Direction de chercher une nouvelle zone pour établir cette exploitation, car le terrain que celle-ci exploitait en ce moment-là ne pouvait être utilisé que pour une année.

On précisait que la nouvelle fabrique devait être érigée seulement en dehors de la ville, et on proposait la recherche du terrain de la Colonie Kunst, tandis que le terrain de l'ancienne fabrique, plein de trous et de mares d'eau, devait être assaini, la Direction ayant la tâche de présenter un plan et un devis de dépenses en ce sens (SJANT, d.7/1942-1943, f.137).

Dans le cadre d'une autre séance de la fin de mois, on a présenté le mémoire du directeur de la Régie I.T.A.S. concernant le transfert de la Fabrique de briques, avec les évaluations sur les constructions sur le territoire de la Fabrique de briques Kunst, ainsi que le rapport du Service Technique Municipal qui proposait la mutation de la Fabrique de briques et sa reconstruction sur le terrain de 64 jugères, terrain dans la propriété de la Mairie, situé près de l'ancienne Fabrique de briques Kunst.

Pendant les discussions on a proposé deux alternatives : soit l'achat de la Fabrique de briques Kunst et la reconstruction de la fabrique communale sur ce terrain, soit la reconstruction sur le terrain de la Mairie (de 64 jugères) (SJANT, d.7/1942-1943, f.149), ces discussions s'étant prolongées jusqu'à la fin de l'année (SJANT, d.7/1942-1943, f.151-153).

Dans l'analyse de l'activité de la Fabrique de briques pour l'année 1942 on a constaté que, même si on a réalisé un bénéfice net, celui-ci était très petit compte tenu du capital investi et des situations favorables de l'année.

Le directeur de l'entreprise soulignait que la situation était due au fait que le moteur électrique installé à la place de la machine à vapeur n'avait pas pu produire la quantité planifiée de briques, étant prises une série de mesures pour améliorer les choses.

Celui-ci a montré également que l'entreprise s'était engagée à livrer une quantité considérable de briques, les commandes étant signées auparavant et même payées, or entre temps il y a eu une croissance vertigineuse du coût des matières premières et des dépenses de régie aussi.

Le Conseil d'Administration a trouvé qu'en partie les raisons invoquées étaient justifiées, mais il constatait qu'on n'avait pas prévue et on n'avait pas tenu compte des calculs de rentabilité (SJANT, d.7/1942-1943, f.272-273).

En ce qui concerne l'Abattoir communal, celui-ci a enregistré des bénéfices pendant l'année 1942 (SJANT, d.7/1942-1943, f.270), il a été doté avec des nouveaux outils (SJANT, d.7/1942-1943, f.9-10), et de point de vue statistique les cochons se situaient à la tête des animaux sacrifiés (un phénomène normal pour le Banat, les habitants de la région consommant une grande quantité de viande de porc) (SJANT, d.7/1942-1943, f.47).

Les réalisations enregistrées par les Cinémas communaux pendant les mois janvier-février 1942 se situaient au-dessus des prévisions budgétaires (SJANT, d.1/1941-1942, f.345), une chose qui s'est maintenue tout au long de l'année que nous analysons (SJANT, d.7/1942-1943, f.270).

Dans le cadre de la séance du Conseil d'Administration S.E.T. de 28 avril 1942, on a décidé la restauration du cinéma « Apollo », respectivement l'exécution des travaux de couverture, de transformation (amplification) et peinture, en rajoutant le renoncement à la restauration du jardin d'été du cinéma « Thalia », et en proposant, en ce sens, d'étudier la possibilité d'augmentation du jardin d'été du cinéma « Apollo » (SJANT, d.1/1941-1942, f.8-9).

Le 8 juillet 1942 le Conseil d'Administration décidait de commencer directement les travaux de restauration du cinéma « Apollo » (SJANT, d.1/1941-1942, f.67), et dans une autre séance du même organisme de direction on a approuvé les travaux supplémentaires qui avaient été réalisées au cinéma en cause, travaux absolument nécessaires pour la sécurité du public et l'esthétique de l'édifice (SJANT, d.1/1941-1942, f.150).

A la fin de l'année on constatait que dans les trois cinémas communaux (« Capitol », « Thalia » et « Apollo ») avaient été projeté 162 films, et le nombre des spectateurs avait été de 978.814 personnes (SJANT, d.64/1942, f.5).

Concernant le Mont-de-Piété, il était en déficit pendant l'année 1942 (SJANT, d.7/1942-1943, f.270).

Dans le rapport dressé concernant le bilan des entreprises et des institutions communales pour l'année 1942, la Commission de contrôle de S.E.T. précisait que le résultat obtenu par les Pompes funèbres n'était pas satisfaisant, les revenus de la vente des marchandises s'étant considérablement diminués, tandis qu'à la Fabrique de brique les réalisations étaient plus petites que pendant l'année 1941 (SJANT, d.13/1942-1946, f.48).

On précisait qu'à la Fabrique de brique la production « n'a pas donné le rendement minimal », le prix de vente n'avait pas été toujours adapté à celui du coût, à tout cela s'ajoutant une série des déficiences technologiques (SJANT, d.13/1942-1946, f.88), la situation étant identique à celle de la Carrière de sable, où les revenus n'avaient couvert ni les dépenses. Concernant les Pompes funèbres on précisait aussi que le stock des matières premières était épuisé, l'exploitation était restée à un moment donné presque sans marchandise en vente, l'achat des matières premières étant réalisé avec difficulté, à cause de leur prix plus grand, de plus que le calcul des prix augmentés s'était réalisé avec retard (SJANT, d.13/1942-1946, f.48, 90).

Concernant le Service technique de S.E.T., dans un compte-rendu dressé par son chef, on soulignait que les tâches étaient nombreuses, notamment l'entretien des bâtiments et des constructions diverses des exploitations, la conception de nouveaux bâtiments, l'entretien, l'accomplissement et l'augmentation des installations à caractère mécanique des exploitations, tout en montrant la nécessité de la création d'un bureau de statistique pour assurer le croisement du rendement des exploitations et pour obtenir un coût de production plus petit (SJANT, d.1/1941-1942, f.317-318). Dans un rapport adressé au ministre de l'intérieur, le 1^{er} décembre 1942, on montrait que le Service Technique S.E.T. avait une série d'ateliers et ses employés travaillaient aussi pour l'entretien des bâtiments d'Etat comme les hopitaux, l'Université, le Théâtre, la Questure de police, les Tribunaux civils urbains, le Tribunal, le Parquet général (SJANT, fond P.M.T., d.31/1942, f.89).

Du point de vue financier, la totalité des opérations financières des exploitations de la Régie s'achevaient avec un actif et un passif de 170.120.126 lei, et comme résultat commercial avec un bénéfice net de 8.343.801 lei, en réalisant ainsi un plus du revenu net vis-à-vis de l'année 1941 (SJANT, fond S.E.T., d.7/1942-1943, f.267-268), le bilan étant approuvé par le Ministère des Affaires Intérieures (SJANT, d.7/1942-1943, f.296).

Le compte d'exécution du budget S.E.T. pour l'année 1942 se présentait de la manière suivante: on a eu un budget avec des prévisions pour les revenus et les dépenses de 115.009.850 lei, et vis-à-vis du total des revenus on a réalisé des encaissements de 112.076.573 lei, c'est-à-dire presque toutes les prévisions budgétaires.

On précisait que le total des encaissements de la régie était, en général, très satisfaisant tenant compte de la situation économique-commerciale exceptionnelle de ce moment-là, tout en mentionnant spécialement les réalisations des Cinémas communaux et de l'Abattoir communal, qui ont eu des encaissements plus grands que les prévisions budgétaires.

Le compte a été approuvé, avec un total des revenus de 112.076.573 lei et un excédent de caisse de 7.407.408 lei (SJANT, d.7/1942-1943, f.281-282).

Finalement, le compte-rendu dressé par le sous-directeur de la Direction de l'Inventaire des Trésors Publics du Sous-secrétariat d'Etat de la Roumanisation, de la Colonisation et de l'Inventaire, qui a vérifié le S.E.T. en 1943, mettait en évidence que les fonds d'amortissement, renouvellement et développement étaient utilisés seulement pour les investissements, en observant aussi une augmentation de la rentabilité de S.E.T. dans l'année respective avec 7,20% (SJANT, d.66/1942, f.83).

En analysant l'activité de la Mairie de la ville de Timișoara pendant l'année 1942, nous constatons que celle-ci a dû faire face à des situations complexes, déterminées premièrement par la participation de la Roumanie à la Seconde Guerre Mondiale.

Dans ces conditions, la direction de la Ville a imposé une série de mesures de rationalisation de la consommation, en réussissant à tenir les prix sous contrôle, mais nous devons souligner le fait que la population de la ville ne s'était pas confrontée avec une pénurie des produits alimentaires de stricte nécessité, sans doute parce que le Banat était une province avec un riche potentiel agricole.

Les facteurs de décision de la Mairie ont alloué pendant l'année 1942 aussi des sommes importantes pour soutenir les gens pauvres, les réfugiés des territoires cédés, les institutions sociales de la Ville.

En même temps, on a soutenu les établissements culturels (y compris les institutions réfugiées), les écoles, les institutions d'enseignement supérieur, les cultes religieux, mais aussi des clubs divers et des disciplines sportives. Nous pouvons affirmer sans nous tromper que la Mairie de la Ville de Timișoara a contribué dans une grande mesure, par l'aide accordée, au fonctionnement normal des institutions culturelles et d'enseignement de prestige réfugiées de Cluj dans une période extrêmement difficile.

Malgré les difficultés financières, dans la ville ont continué les travaux éditoriaux, d'entretien des bâtiments, d'extension de l'espace vert et du réseau d'eau.

L'une des plus remarquables réalisations de l'année 1942 a été représentée par la construction de la station sismologique, à l'initiative du réputé scientifique Ioan Curea, station qui était à cette date-là la deuxième de Roumanie comme valeur scientifique.

A cause de la situation économique du pays, les entreprises S.E.T. ont traversé en 1942 une situation difficile, mais les Cinémas communaux, l'Abattoir, le Bain et les plages communales, la Fabrique de glace, ils ont enregistré, grâce à leur profil, des profits importants.

De l'autre côté se situaient les Pompes funèbres, le Mont-de-Piété, la Carrière de sable, les Carrières de pierre, tandis que la Fabrique de brique a traversé à son tour une situation de crise et finalement elle a réussi, en grandes lignes, se redresser.

Parmi les causes de l'impasse dans laquelle se trouvaient les entreprises citées, nous précisons le manque de force de travail déterminé par les mobilisations, la courbe des prix dans le marché et le retard d'une analyse sérieuse de ce phénomène, l'inadaptation des prix de vente aux prix de coût, les déficiences technologiques, le manque des wagons de chemins de fer pour la livraison des marchandises, l'inexistence de la rationalisation dans le cadre du procès technologique.

Nous devons remarquer le fait que les facteurs de responsabilité de S.E.T. et de la Mairie de la ville de Timișoara ont été préoccupé en permanence par l'amélioration des déficits, par rendre plus efficace la production, par l'augmentation de la qualité des produits fabriqués, ainsi que par la modernisation et le développement des entreprises S.E.T.

Ainsi, à travers les efforts faits par la direction et par ses employés, on a pu assurer l'activité normale de l'institution et le développement de la ville a continué dans une période extrêmement compliquée, de guerre.

Références bibliographiques

- Ilieșiu, Nicolae. 2003. *Timișoara. Monografie istorică*. Timișoara: Editura Planetarium.
- Medeleț, Florin, Râmneanțu, Vasile. 2003. *Muzeul Banatului. File de cronică II. 1918-1948*, Timișoara: Editura Mirton.
- Munteanu, Ioan, Munteanu, Rodica. 2002. *Timișoara. Monografie*, Timișoara: Editura Mirton.
- SJANT, fond P.M.T. – Service Départemental des Archives Nationales Timiș, *fond La Mairie de la ville de Timișoara*.
- SJANT, fond S.E.T. – Service Départemental des Archives Nationales Timiș, *fond Les Etablissements économiques de la ville de Timișoara*.